Zeitschrift: Domaine public
Herausgeber: Domaine public
Band: 33 (1996)
Heft: 1274

Rubrik: Le débat : l'université

Nutzungsbedingungen
Die ETH-Bibliothek ist die Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften auf E-Periodica. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Zeitschriften und ist nicht verantwortlich für deren Inhalte. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern beziehungsweise den externen Rechteinhabern. Das Veröffentlichen von Bildern in Print- und Online-Publikationen sowie auf Social Media-Kanälen oder Webseiten ist nur mit vorheriger Genehmigung der Rechteinhaber erlaubt. Mehr erfahren

Conditions d'utilisation
L'ETH Library est le fournisseur des revues numérisées. Elle ne détient aucun droit d'auteur sur les revues et n'est pas responsable de leur contenu. En règle générale, les droits sont détenus par les éditeurs ou les détenteurs de droits externes. La reproduction d'images dans des publications imprimées ou en ligne ainsi que sur des canaux de médias sociaux ou des sites web n'est autorisée qu'avec l'accord préalable des détenteurs des droits. En savoir plus

Terms of use
The ETH Library is the provider of the digitised journals. It does not own any copyrights to the journals and is not responsible for their content. The rights usually lie with the publishers or the external rights holders. Publishing images in print and online publications, as well as on social media channels or websites, is only permitted with the prior consent of the rights holders. Find out more

Download PDF: 09.12.2025

ETH-Bibliothek Zürich, E-Periodica, https://www.e-periodica.ch

Des universitaires et de l'opposition

Par Ada Marra, étudiante en SSP

Jean-Claude Favez et Jean-Daniel Delley ont essayé dans *DP* 1273 de systématiser les différentes dimensions de la restructuration (institutionnelle) et de la crise (identitaire) de l'Alma Mater.

J'aimerais surtout revenir sur la problématique de l'influence de la crise économique sur l'Université, en montrant que cette rhétorique s'inscrit dans un contexte social plus large. Je voudrais également mettre en avant les revendications de plusieurs centaines d'étudiants pour illustrer une réelle alternative de changement.

Il n'est plus de jour où l'on ne lit ou entend que l'Université en ces temps de crise doit elle aussi être solidaire et faire des sacrifices pour combler le déficit des collectivités publiques. Mais ce discours psalmodié occulte un fait qu'on ignore trop souvent ou qu'on ne veut pas entendre: la part du PIB que la Confédération investit dans la formation est de 1% (très inférieure par rapport à nos pays voisins); cette part demeure inchangée depuis les années 60. En d'autres termes, cela signifie que l'Université a déjà commencé depuis plusieurs décennies à faire des sacrifices, alors qu'il n'y avait pas de crise économique annoncée. En termes nominaux, les subventions n'ont pas augmenté, alors que le nombre d'étudiants n'a pas cessé de croître, ce qui revient en termes réels à baisser les prestations. C'est ici que se situe l'enjeu actuel et non dans une hypothétique réforme structurelle. Les menaces qui pèsent sur l'Université ne font que s'inscrire dans un courant plus large de changements culturels et normatifs amorcés dès les années soixante: la mise en application de ce qu'on appelle l'idéologie néolibérale et l'objectif qui la sous-tend, la rentabilité maximale.

Le «Dieu-Dollar» et la recherche

Comme on parle de privatiser les PTT-Télécom, on parle de privatiser l'Université, de lui octroyer une enveloppe budgétaire au mérite. Je vous laisse imaginer le tableau... Au-delà du problème que représente le choix des critères d'évaluation quant au montant accordé par l'Etat aux Universités, on peut se poser une question plus fondamentale: quelles sont les chances de développer une méthodologie scientifique quand ce sont des entreprises telles que Nestlé, Philip Morris et tout autre «Dieu Dollar» qui fournissent les fonds de la recherche! Aujourd'hui, il s'agit pour l'Université de réfléchir au rôle qu'elle veut tenir dans une société complètement dominée par les valeurs économiques. Il me semble que de tout temps et dans tous les pays de ce globe, à chaque fois qu'il y a eu risque de domination et de pensée unique, les intellectuels ont toujours eu le rôle d'opposants. Si à son tour l'Université baisse les bras, nous pourrons dire adieu à toute réflexion et formation.

D'ailleurs les premiers symptômes du réflexe hérisson sont là: face au programme d'économie imposé par le gouvernement vaudois, la solution trouvée est simple, efficace et mécanique, et évite toute tension: chaque fois qu'un professeur prend sa retraite on ne repourvoit plus sa chaire. Peu importe qu'il s'agisse d'une chaire essentielle dans la formation des étudiants! Il est évident aussi que les conditions d'études vont se dégrader puisque dans la plupart des facultés on taille à coups de hache dans les postes d'assistants. Quel avenir se prépare notre société si l'on forme de moins en moins bien les gens?

Je me permettrai de conclure en exposant brièvement les idées qu'un certain nombre d'étudiants ont élaboré tout au long de ces dernières années au sujet d'une Université intelligente. Nous sommes tous d'accord pour dire que ce qui enrichit c'est la diversité, la pluralité, l'ouverture vers le monde: pluralité des branches et des matières enseignées, mais aussi des «usagers» de l'Université. Ainsi, l'accès plus démocratique à la filière universitaire semble donc indispensable. C'est pourquoi les étudiants refusent le numerus clausus et les hausses des taxes d'inscription qui ne feraient que privilégier une partie de la population par ailleurs déjà avantagée mais minoritaire dans la société. En somme, nous réclamons une Université plus représentative des catégories sociales qui composent la société.

Les étudiants demandent aussi une révision de la Loi sur les bourses par trop restrictive et hors des réalités des conditions économiques des étudiants des années 90. Évidemment ce choix serait la manifestation que les autorités réfléchissent sur le long terme et non les yeux vissés sur l'horizon de la rentabilité. Malheureusement, force est de constater qu'aujourd'hui aucun des dirigeants, qu'ils soient politiques, universitaires ou économiques, ne semble vouloir prendre ces responsabilités qui finalement leur ont été confiées au moment de leur élection.

Voilà le véritable changement universitaire à opérer. Non pas au niveau de ses structures mais au niveau de ses composantes internes et idéologiques.

Ada Marra, étudiante en SSP